



Faire équipe avec l'Afrique

Dans le monde post-COVID-19, le Canada se devra de repenser sa politique étrangère, qui doit être centrée sur le maintien de nos valeurs, la préservation de nos priorités et la création d'un réseau d'alliés. Dans le cadre de cette réflexion, le Canada devra réévaluer son partenariat avec le continent africain. Face aux défis majeurs en matière de commerce, de soins de santé, de changement climatique et de sécurité alimentaire, nous devons élargir nos horizons pour, individuellement et collectivement, considérer les 54 pays comme des partenaires potentiels et réels pour la réalisation de nos objectifs de politique étrangère.

Pour les Canadiens, un ordre international fondé sur des règles, centré sur la coopération multilatérale, est essentiel à notre bien-être. Les dernières années ont prouvé de manière dramatique que nous ne pouvons pas dépendre de nos liens avec de "grandes puissances", même pas celle avec laquelle nous partageons la plus longue frontière non défendue du monde. Le Canada a besoin de plus de partenaires commerciaux - un impératif fondamental derrière le programme de diversification commerciale. Les récentes actions de la Chine contre des citoyens canadiens et contre des intérêts commerciaux canadiens nous rappellent qu'il est risqué de dépendre fortement de la deuxième grande puissance mondiale. Nous avons maintenant aussi une nouvelle perspective sur les chaînes d'approvisionnement internationales et les risques et coûts associés, ce qui devrait pousser le Canada à rechercher de nouveaux partenaires ainsi que des possibilités sur le plan intérieur.

Bien que le Canada n'ait pas obtenu un mandat de deux ans au Conseil de sécurité, cela ne devrait pas et ne mettra pas fin à nos efforts continus pour relever les grands défis auxquels le monde est confronté. Pour nombre d'entre eux, nous devons constituer des équipes avec d'autres pour apporter les changements nécessaires. Le réengagement du gouvernement canadien auprès des pays et institutions africains fin 2019 et début 2020 a été un excellent début pour ouvrir les portes à de nouveaux partenariats. Elle a montré une reconnaissance de l'importance économique croissante de l'Afrique, ainsi que de son poids démographique et diplomatique.

Cependant, notre engagement avec l'Afrique doit être un engagement d'échange véritable, où les deux parties apprennent l'une de l'autre. De nombreux dirigeants africains ont le sentiment que le Canada les ignore, eux et leurs pays, sauf lorsque nous avons besoin d'eux. Il convient d'adopter un nouveau ton, une nouvelle approche, fondée sur le respect mutuel

et des objectifs pratiques communs. S'il est vrai que l'Afrique bénéficierait de bonnes relations avec le Canada, il est également vrai que le Canada bénéficierait de bonnes relations avec les États africains.

L'éventail des domaines d'engagement va au-delà des domaines de développement traditionnels que sont l'aide et l'allègement de la dette - même s'il doit aussi les inclure. L'Afrique a un potentiel croissant en tant que partenaire commercial et joue un rôle important dans la gouvernance mondiale que nous voulons voir renforcée.

L'Afrique et le Canada partagent également des préoccupations concernant les biens publics mondiaux, où les externalités nous affectent quelles que soient nos propres actions - notamment dans des domaines tels les pandémies et le changement climatique. En outre, malgré certaines différences culturelles, les États africains seront également des partenaires clés de l'effort canadien pour promouvoir l'égalité des sexes.

On peut se demander pourquoi les pays africains voudraient s'engager avec le Canada, un pays lointain dont la présence sur le continent est limitée. Bien que nous ayons eu un bilan remarquable en matière d'aide au développement, d'allègement de la dette (pendant la période PPTE) et d'engagement politique (par exemple lors de la lutte contre l'apartheid), ces dernières années, nous avons été mieux connus pour nos investissements dans le secteur minier, avec une implication limitée sur d'autres questions importantes pour l'Afrique au-delà de l'engagement rhétorique.

Nouveaux partenariats

Quel sorte de nouveaux partenaires cherche l'Afrique ? L'allègement de la dette est de nouveau à l'ordre du jour après la COVID-19, et le Canada a fait preuve de leadership en organisant des discussions sur le sujet. Bien que nous ne soyons pas un créancier important, nous devons apporter notre contribution.

Le changement climatique est un risque particulièrement élevé pour l'Afrique subsaharienne. Les températures dans la région augmenteront encore davantage que la moyenne mondiale; les régions d'Afrique situées à moins de 15 degrés de l'équateur devraient être particulièrement touchées. Le Canada est actif dans le domaine du changement climatique depuis l'accord de Paris, mais nos efforts ont été fortement axés sur les initiatives multilatérales d'atténuation. Dans le cadre de notre stratégie d'engagement africain et dans l'intérêt d'un programme plus équilibré en matière de changement climatique, nous devrions chercher à apporter un soutien significatif aux efforts de l'Afrique subsaharienne pour qu'elle puisse s'adapter au réchauffement inévitable auquel elle est déjà confrontée.

La question de la sécurité alimentaire est étroitement liée au changement climatique. Les projections de la faim dans le monde après COVID-19 sont particulièrement graves pour l'Afrique, où des ruptures dans les chaînes d'approvisionnement mondiales menacent

l'approvisionnement en engrais et autres intrants. Même avant la pandémie, le PNUE prévoyait qu'en 2020 entre 75 et 250 millions d'Africains seraient confrontés à un stress hydrique accru, en raison du changement climatique. Dans certains pays, les rendements de l'agriculture pluviale pourraient chuter jusqu'à 50 %. Même si les efforts internationaux maintiennent le réchauffement climatique en dessous de 2°C, le continent pourrait encore faire face à des coûts d'adaptation au changement climatique de 50 milliards de dollars par an d'ici 2050.

Malgré les défis, l'engagement avec l'Afrique doit prendre la forme d'un véritable échange. À mesure que la COVID-19 se répandait dans le monde, il sévissait la grande crainte que le virus n'englobe tout simplement l'Afrique, compte tenu du niveau de pauvreté et des déficiences bien connues de ses systèmes de santé. Bien qu'il soit trop tôt pour rendre un verdict définitif, l'impact direct sur la santé en Afrique a été jusqu'à présent moins important que redouté.

De nombreux pays africains ont été plus habiles que prévu à gérer les confinements et les quarantaines en tirant les leçons de la gestion d'autres pandémies comme Ebola. Ceci pourrait être un signe signifiant pour du Canada en son besoin de voir ses partenaires africains avec moins de condescendance. Il y a peut-être des aspects de la gestion de la pandémie que nous pouvons apprendre des Africains, notamment des solutions rentables pour les contrôles sanitaires et la traçabilité.

Néanmoins, l'Afrique sera confrontée à de fortes pressions sur ses systèmes de soins de santé - même si, dans l'immédiat, les pressions sur leurs économies dues à la réduction de la demande et à la baisse des prix des matières premières restent leurs principaux soucis. Nombreuses sont les économies qui pourraient avoir besoin d'un allègement de leur dette avant d'avoir besoin de plus de ventilateurs.

L'Afrique aura besoin d'une aide spécifique dans le domaine de la santé à mesure que le monde apprendra à gérer la nouvelle maladie (tests, traitements, vaccins), notamment en veillant à ce qu'elle puisse avoir accès à des équipements dès maintenant et à des traitements ou des vaccins à l'avenir. Les pays développés de taille moyenne sont également confrontés à de tels problèmes d'accès - le Canada devrait se battre pour une approche équitable et mondiale.

Cela nous amène à un élément clé de notre vision d'une relation renforcée avec l'Afrique, le commerce ! De nombreux pays africains accordent également la priorité aux efforts de diversification de leurs économies, en recherchant des partenaires dans des domaines clés tels que la technologie pour le développement des énergies alternatives. La jeunesse relative de la population africaine pourrait octroyer au continent un avantage comparatif par rapport à l'Asie dans la production de biens ou d'intrants à forte intensité de main-d'œuvre. Les pays africains ont approuvé la rhétorique du libre-échange, comme le montre la ratification de la

zone de libre-échange continentale africaine. Pourtant, des défis fondamentaux demeurent encore, comme le démontre le niveau très faible de commerce intra-africain, malgré des accords de libre-échange assez anciens au niveau régional.

Ce que le Canada doit faire

Le Canada se doit de démontrer à l'Afrique que le regain d'intérêt manifesté l'hiver dernier ne concernait pas (seulement) l'obtention d'un siège au Conseil de sécurité. Le Canada se doit d'élaborer, et de formuler publiquement, une vaste stratégie pour l'Afrique en vue d'un engagement futur. Il devrait reconnaître que l'essentiel dont l'Afrique a besoin n'a pas changé - plus de croissance pour compenser la faible demande ailleurs, pour financer l'éducation de la génération de dividende démographique afin que l'Afrique puisse maximiser les bénéfices qu'elle peut tirer de la transition démographique.

Une stratégie canadienne pour l'Afrique devrait inclure des liens diplomatiques, commerciaux et d'aide plus importants avec l'Afrique, concrétisant des plans pour plus de postes diplomatiques et de délégués commerciaux sur le continent et une aide au développement renforcée et réimaginée. À court terme, on ne connaîtra pas exactement l'ampleur des dégâts que la pandémie a causés au Canada ou à l'Afrique. Toutefois, malgré toutes les pressions budgétaires qui pèsent sur le gouvernement, il devrait y avoir une marge de manœuvre pour des ressources supplémentaires ainsi que pour la réorientation des ressources afin d'aider les pays africains à réparer leurs économies. (Cependant, la seule réorientation de l'aide ne sera PAS un signe d'engagement renforcé).

Le Canada n'aura pas les ressources nécessaires pour s'engager bilatéralement avec tous les pays africains, mais il devrait utiliser les canaux multilatéraux pour renforcer ses relations (notamment auprès des institutions africaines ou fortement africaines comme l'Union africaine, la Banque africaine de développement, la Commission économique pour l'Afrique, le Commonwealth et la Francophonie), en particulier mais pas seulement avec les pays où nous n'avons pas de missions. Cette approche aurait l'avantage supplémentaire d'être cohérente avec notre engagement plus large en faveur du multilatéralisme. Cela peut nécessiter une certaine flexibilité - comme de nombreux pays, nous avons tendance à considérer les relations bilatérales et multilatérales comme étant dans des cases séparées.

Les dirigeants africains ne sont pas intéressés à recevoir de l'aide au sens traditionnel du terme, mais sont plutôt désireux de construire de nouvelles relations constructives qui donneront au continent un avenir plus durable, libéré des anciennes dépendances. Cette façon de comprendre l'Afrique exigera un changement d'attitude de la part des Canadiens sur la façon de traiter avec l'Afrique, ce qui demande de l'humilité et de l'ouverture d'esprit. Les dividendes de ce changement d'approche en vaudraient la peine.